Nous publions cet appel de Izquierda Anticapitalista (Gauche anticapitaliste) à un front social de lutte contre les mesures d'austérité imposées par les pouvoirs économiques européens et conduites par le gouvernement espagnol.

Nous rappelons également qu'il y aura un rassemblement de soutien au peuple espagnol, ce jeudi 19 juillet, sur initiative des Comités Action Europe, Comisiones Obreras et UGT.

Ce rassemblement partira à 19h de la place du Luxembourg pour rejoindre l'Ambassade d'Espagne, rue de la Science, à Bruxelles.

Voir l'appel ici.

Comme il fallait s'y attendre, le scénario se développe de manière absurde et douloureuse pour tous les secteurs qui souffrent de ses conséquences, et particulièrement pour la classe ouvrière. Après avoir ouvertement menti de manière répétée sur les conséquences du sauvetage européen des banques espagnoles, Mariano Rajoy a du admettre devant le Parlement que *«l'Espagne est sous tutelle, ses mains ne sont pas libres, elle est sans autonomie»* ; que *«nous, Espagnols, sommes arrivés à un point où nous ne pouvons pas choisir entre rester dans l'état où nous sommes ou faire des sacrifices»* ; ou encore que *«Nous n'avons pas d'autre loi ni de critères que ceux que la nécessité nous imposent. Nous faisons cela parce que nous n'avons pas d'autres choix, que cela nous plaise ou non.»*

La « sincérité » actuelle du Président n'est qu'apparente car ce n'est ni l'Etat espagnol en général, ni tous ses citoyens qui vont souffrir des brutales mesures d'austérité annoncées, mais seulement une partie, bien que très vaste : la classe ouvrière et les secteurs les plus humbles et appauvris. Les banquiers et les grandes fortunes sont justement ceux qui bénéficient des politiques actuelles et il est pour cela totalement incorrect de masquer cette réalité en évoquant les intérêts « de l'Espagne » et « des Espagnols ». Et tout cela, le PP le fait en applaudissant, [1] et en insultant les sans emploi, comme l'a fait la députée Andrea Fabra avec son désormais célèbre *«Qu'ils aillent se faire foutre»*. Telle est la droite préhistorique qui nous gouverne.

La batterie de mesures imposées pour réduire de 65 milliards d'euros les dépenses publiques est largement connue. Ses conséquences également : perte drastique de pouvoir d'achat pour la classe ouvrière, perte de droit sociaux, fragilisation des personnes au chômage, aggravation des conditions de vie des retraités… Tout cela pour sauver les banques et maintenir les profits de ceux qui ont provoqué la crise. Et avec comme conséquence, inévitable, une détérioration de la grave récession économique actuelle.

Il est urgent, aujourd'hui plus que jamais, de mettre en route un vaste front social de lutte contre les mesures imposées par les pouvoirs économiques européens et par le gouvernement. Il est urgent de coordonner les luttes en cours, dont certaines sont exemplaires, comme celle des mineurs. Il est urgent de tracer un plan à moyen et à long terme – qui inclut un agenda de mobilisations et de mesures alternatives – pour faire face à une attaque sans limites et sans fin.

Les expériences de luttes se sont accumulées ces derniers temps : le mouvement du 15M ; les luttes dans l'enseignement, la santé et celles des fonctionnaire en défense de leurs conditions de travail, pour les services publics ; le combat courageux des mineurs qui se déroule actuellement…

Ces mobilisations ne doivent pas rester isolées les unes des autres, elles doivent converger, s'articuler et se renforcer mutuellement. L'accueil magnifique offert à la « Marche Noire » des mineurs à Madrid est un modèle à suivre. Ces mobilisations vont se confronter à une répression sans cesse plus dure de la part du gouvernement. Les charges policières brutales contre les différentes marches de soutien aux mineurs à Madrid ces derniers jours en témoignent. Face à cette répression, il sera également d'une importance cruciale d'organiser des campagnes antirépressives les plus unitaires possibles.

Les forces syndicales, en particulier les fédérations majoritaires CCOO et UGT, ont une grande responsabilité dans les événements actuels. Les circonstances exigent de manière pressante l'abandon définitif des tentatives de renouer avec la concertation sociale, elles imposent l'adoption de plans de lutte cohérents de mobilisations et de grèves générales, d'actions sectorielles bien articulées entre elles. Ainsi qu'une ferme détermination à développer toutes les initiatives susceptibles de maintenir une lutte prolongée et soutenue, dans laquelle il faudra faire converger la classe ouvrière des autres pays d'Europe, à commencer par la Grèce.

Dans ce sens, la proposition des syndicats CCOO et UGT d'organiser des manifestations unitaires le 19 juillet prochain constitue un premier pas. Mais il reste insuffisant car il ne trace pas de plan bien défini en faveur de la « *mobilisation soutenue contre l'austérité* » que les deux syndicats disent vouloir poursuivre. Ils ne font également aucune mention des mesures alternatives qui devraient être adoptées pour faire face à la situation. Définir clairement ces différents aspects est nécessaire afin d'affronter cette tentative d'involution historique et pour mettre un terme à la crise qui puisse satisfaire les aspirations de la classe ouvrière.

Izquierda Anticapitalista, 13 juillet 2012

Notes

[1] ses députés ont applaudi, debout, les mesures d'austérité de Rajoy au Parlement, NdT.

* *http://www.anticapitalistas.org/Raj...*

** Traduction : Ataulfo Riera.*

Cet article a été publié sur http://www.europe-solidaire.org